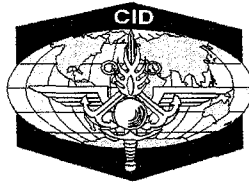
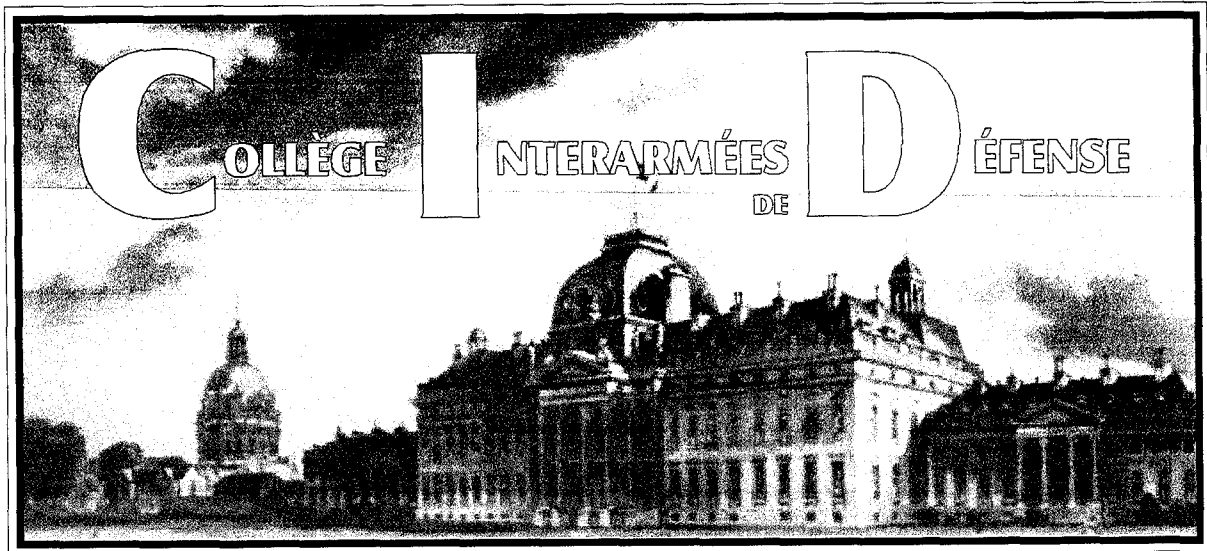


Mémoire de stratégie



L'enjeu stratégique iranien au moyen- orient

LCL. Al-sharyofi M
7^o Promotion

Division D / Groupe D3
CID 1999 – 2000

SOMMAIRE

page

<u>INTRODUCTION</u>	1-2
----------------------------------	-----

CHAPITRE PREMIER

<u>Une approche géopolitique</u>	3
<u>1.1- Physique</u>	3 -5
<u>1.2-Histoire</u>	5 -7
<u>1.3-Religion</u>	7 - 8

CHAPITRE DEUXIEME

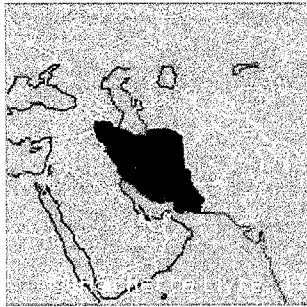
<u>Les antagonismes régionaux</u>	9
<u>2.1-Le monde arabe</u>	9-12
<u>2.2-Le monde musulman (non arabe)</u>	12
<u>2.3-Situation Irano- Afghano- Pakistanais</u>	12-15
<u>2.4-La rivalité Irano- Turquie et la minorité Kurde</u>	15-18
<u>2.5-L' influence iranienne au Caucase, à l'Asie</u>	18-20
<u>centrale et à la mer Caspienne</u>	

CHAPITRE TROISIEME

<u>Les rapports « poids lourds » et le réarmement de l'Iran</u>	21
<u>3.1-Les relations Iran-U.S.A</u>	21-22
<u>3.2-Les relations Iran- Russie</u>	22-23
<u>3.2.1-Accords sectoriels</u>	23-24
<u>3.2.2-Accords économiques généraux</u>	24-25
<u>3.2.3-Points de friction</u>	25
<u>3.3-La machine militaire de l'Iran</u>	25
<u>3.3.1-La politique de défense et l'état des forces</u>	25-28
<u>3.3.2-Les ambitions N.B.C et la crainte américaine</u>	28-31

<u>CONCLUSION</u>	32-33
--------------------------------	-------

BIBLIOGRAPHIE



« Je ne saurais aujourd'hui trop accorder à ma défiance, puisqu'il n'est pas maintenant question d'agir, mais seulement de méditer et de connaître . »

R.DESCARTES

« Agir en primitif et prévoir en stratège. »

R. CHAR

« Si la force de l'épée a dominé le vingtième siècle, c'est le dialogue qui doit marquer le prochain siècle. Sinon l'épée n'épargnera personne ! »

MOHAMED KHATAMI (Le président iranien)



INTRODUCTION

L' Iran est le pays le plus vaste, le plus peuplé, et le plus avancé du proche- Orient. Parce qu'il relie le golfe Persique à l'Asie Centrale il occupe une position stratégique privilégié. A part l'Iran, aucun autre pays n'a de frontière plus exposée et plus constamment menacée non plus.

A Téhéran, on estime que la sécurité du pays, carrefour d'autant de routes stratégiques, ne consiste pas seulement à monter la garde aux frontières, mais aussi à faire face aux inévitables turbulences d'un entourage trop riche pour ne pas être convoité.

L'Iran entend bien défendre – et si possible accroître encore- les privilèges dont il bénéficie grâce à son sous-sol. Les importantes réserves découvertes autour de la Caspienne, et aussi off shore, rivalisent maintenant avec celles du Golfe. Mais l'Iran ne perd pas au charge. Grand producteur, il est aussi sur la route des exportations d'énergie fossile, oléoducs et gazoducs empruntant son territoire.

La politique militaire de l'Iran et, par conséquent, les forces armées que le pouvoir entend maintenir et développer, relève de deux concepts complémentaires. D'une part, disposer des instruments de la force par les armes qui conviennent à une puissance d'environ de 70 millions d'habitants héritiers d'une prestigieuse civilisation et particulièrement évolués, donc capable d'exercer leur influence politique et religieuse loin au dehors ; une puissance située au centre de cette « *ceinture énergétique* » de l'Asie occidentale du sud qui suscite tant d'intérêt et de convoitises. D'autre part, être constamment en mesure d'écarter les périls immédiats qui naîtraient de malencontreux agencements de la conjoncture nationale et internationale.

Le conflit avec l'Irak, qui a fait près d'un 1000 000 de victimes iraniens, avait appris à l'Iran que la dépendance de l'extérieure pour l'équipement et l'entretien des armées n'était pas supportable, et que des études et des fabrications nationales d'armement s'imposaient.

Deux mois seulement après la fin du conflit, Téhéran avait organisé un Salon des armements (novembre 1988) où le savoir-faire des industriels iraniens était mis en valeur. Il s'agissait d'affirmer la volonté du gouvernement d'en arriver à l'indépendance en matière d'approvisionnements militaires.

Les nombreux contrats, que l'Iran a conclus avec la Russie concernant les centres nucléaires et les réacteurs de puissance, avec la Chine et la Corée du Nord en ce qui concerne des vecteurs balistiques, viennent s'ajouter à l'hostilité aux forces américaines dans la région, cela inquiète vivement l'administration américaine.

Ne possédant pas une coûteuse usine de séparation isotopique, ni même les installations permettant de tirer le combustible irradié des centrales pour en extraire le plutonium, l'Iran n'avait-il pas cherché à se procurer de la matière fissile en Russie en spéculant sur les trafics clandestins qu'autorisaient les désordres consécutifs à la dislocation de l'Union soviétique ?

Lors de son voyage d'étude en Iran, le groupe I.H.E.D.N. a ressenti la forte possibilité que l'Iran possède cette catégorie d'armes.

Après l'Irak, l'Iran se révélerait-il assez redoutable pour menacer les intérêts des Etats-Unis ? C'était la question que se posait le général *Edward B. Atkeson*, de l'armée de terre américaine, dans la revue *Army* de juillet 1994.

Approche géopolitique

Zone traditionnelle de passage et d'invasion relativement stable dans ses limites, l'Iran a vécu des périodes éclatantes, d'autres médiocres, mais a toujours su préserver son identité Perse. Une approche géopolitique de l'Iran doit prendre en compte des paramètres physique, historique et religieux enchevêtrés dans un contexte de relations internationales qui restent difficiles même si les percées diplomatiques récentes lui permettent d'espérer à terme une réinsertion graduelle au sein de la communauté mondiale.

11- Physique

Monde en lui-même, l'Iran s'organise selon un immense arc de cercle enveloppant une zone désertique centrale. Autour du grand désert salin, le « *Dasht-e-Kavir* » et du désert du Lout, le « *Dasht-e-lut* » les hommes se sont installés dans les chaînes de montagnes qui les bordent : au sud et au sud-ouest le long du Golfe Persique .

Ce monde qu'est l'Iran est au cœur d'un univers. En hauteur il est enserré par les eaux : **au nord** par la mer Caspienne, **au sud** par l'Océan indien et son prolongement qu'est le Golfe Persique. Il s'inscrit entre **à l'ouest** les pays du proche orient tournés vers le monde méditerranéen et, **à l'est**, ceux de l'orient sino-Indien, qui regardent vers l'autre versant du vieux monde.

L'Iran d'aujourd'hui, dont la surface est de 1,648,000 km², trois fois la France, a des frontières terrestres et maritimes longues de plus de 8500 km avec 15 pays , dont 5440 km de frontières terrestres ; 2440 km de côtes le long du Golfe persique et de la mer d'Oman et 740 km le long de la mer Caspienne. A l'Est, avec la Russie, l'Iran est le seul pays partageant des frontières communes à la fois avec les Etats de Transcaucasie et d'Asie centrale. C'est le seul pays riverain de la Caspienne n'ayant pas appartenu à l'ex- URSS et le seul pays au monde dont le territoire permet la jonction entre la Caspienne et le Golfe persique.

Cette situation confère à l'Iran la vocation de terre de transit ce qui a profité à ces voisins de l'Est de contourner leur handicap majeur ; c'est à dire leur enclavement territorial à travers un pays naturellement ouvert.

Les frontières Est de l'Iran se caractérisent par les chaînes escarpées de l'Afghanistan, de Kandahar qui le séparent du monde sino-indien ; Quant à la partie de l'Afghanistan propice aux cultures et à l'habitat, rassemblée autour de Kaboul, elle est tournée par la chaîne montagneuse Djalalabad vers le Pakistan de Peshawar et d'Islamabad.

L'immense barrière de l'Afghanistan n'est que le contrefort de l'Iran, qui coupe celui-ci de l'orient ultérieur, de telle manière que ce pays politiquement et culturellement a toujours regardé plus vers l'ouest que vers l'Est. Cette barrière protectrice, qui définit sur son front oriental l'Iran « comme empire du milieu ». Par ailleurs, il faut tenir compte du fait que l'Iran est le seul état avec la Russie, dont le territoire est à la fois contiguë au Caucase et en Asie centrale. La « centralité » de l'Iran est devenue plus évidente avec l'effondrement de l'ex URSS et la disparition d'un rideau de fer qui pesait lourd sur ce pays.

La frontière Nord de l'Iran est une frontière exclusivement de conflits, aggravés encore par le fait que c'est à l'est de la Caspienne ; une frontière ouverte. Cette région est habitée de populations nomades, mais d'origines iraniennes. Il s'agit d'un « vaste pays des turcs » ou « Turkestan ».

La migration de ces nouveaux peuples allant de surcroît les porte à l'ouest de la Caspienne, vers les monts du Caucase, c'est toute la frontière septentrionale de l'Iran qui défendait par toute sa nature géographique le monde des cultivateurs contre les peuples dévastateurs. Il n'y a peut être pas eu de frontière plus exposée dans l'histoire. Chaque fois qu'elle a cédé, une vague d'horreur a déferlé sur l'Iran. Les plus atroces ont été l'invasion par *Gengis Khan* de l'Iran oriental en 1221, celle de l'Iran occidental par ses successeurs en 1231 et celle de *Tamerlan* à la fin du 14^{ème} siècle.

Ces revers signifiaient un bouleversement surtout culturel qui tente de priver l'Iran d'un rapport de l'homme au sol sur lequel s'était élevée une civilisation plusieurs fois millénaire. Ceci montre l'importance obsessionnelle de cette frontière pour le pays ; car il n'y est pas de frontière plus exposée. Il n'en est pas de plus constamment menacée non plus. Elle l'était dès l'antiquité ; elle l'est encore de nos jours.

En fait ; aux raisons géographiques fondamentales sont venues s'ajouter des raisons historiques depuis le 17^{ème} siècle. Ainsi l'Iran et la Turquie furent constamment en lutte à la menace de la Russie, qui désireuse d'accéder à la fois à l'océan indien et à la méditerranée, cherchait à atteindre le Golfe persique d'une part, les *Bosphore* et les *Dardanelles* d'autre part. Cette menace commune mit un terme aux conflits entre la Turquie et l'Iran.

A l'heure présente, ni l'affaiblissement relatif mais passager de la Russie, ni l'appartenance de la Turquie à une alliance dominée par les Etats-Unis hostiles au régime de Téhéran ne semblent propres à détourner l'Iran et la Turquie de leurs intérêts géopolitiques communs et à remettre en cause leur pacte de non-agression, voire de coopération objective.

« Cette situation géographique, impliquant de nombreux voisins, est politiquement difficile. Si elle permet à l'Iran de fonder un empire en étendant son autorité sur les pays qui l'entourent, elle l'expose aussi à succomber sous leur nombre. »

12-Histoire

Un pays très ancien dont l'assise territoriale a été relativement stable et qui souvent envahis, a réussi à absorber les différentes cultures.

L'Iran, que l'on appelait la Perse jusqu'en 1935, se trouve à la charnière de plusieurs ensembles ethno-politiques. Cet Etat l'un des plus anciens du monde ; a toujours gardé une forte identité entre les mondes arabe, turc, indien et russo-européen.

L'Iran est le seul état du Moyen Orient à disposer à la fois d'un vaste territoire et d'une population nombreuse et largement alphabétisée (62%) qui bénéficie d'importantes ressources pétrolières et enfin qui ait une identité politique et administrative ancienne et stable ; ce qui fait une puissance incontournable dans cette région.

L'Iran est un Etat musulman multiethniques où les persans qui peuplent depuis des millénaires le plateau iranien forment environ 60% de la population totale. Les minorités azéries, kurdes, arabes, baloutches et turkmènes vivent

dans les régions périphériques et sont presque toujours transfrontalières ce qui constitue un facteur très important de déstabilisation.

L'importance géopolitique de l'Iran n'a cessé de varier au cours des siècles de sa longue histoire en fonction de l'extension ou de la réduction de son espace territorial, de sa situation politique, économique et militaire.

Dans l'antiquité, l'Empire perse des *Achéménides* (550-330 av J.c.) fut une superpuissance. Après la destruction de l'Empire par *Alexandre*, les *Sassanides* (224-642) reconstruisent un Etat à l'image de l'Empire *Achéménide* en lui donnant un statut de grande puissance

La Conquête *arabe* (637-642), l'invasion *mongole* (1220-1258) et la formation de l'Empire *Tamerlan* empêchèrent la formation d'un véritable Etat iranien malgré les tentatives de plusieurs dynasties locales. En 1501 *Ismail*, chef d'un ordre soufi militant prend le pouvoir et fonde la dynastie des *Safavides* qui vont régner jusqu'en 1772. Cette dynastie atteint son apogée à l'époque du *Shah Abbas* (1587-1629) et impose le chiisme comme religion d'Etat et fonde un nouvel Empire dont le système administratif s'inspire des traditions de la Perse antique.

Au début du dix huitième siècle l'Iran chiite connaît une certaine prospérité et se présente comme le grand rival de l'Empire Ottoman sunnite. En 1796 *Agha Mohamed Khan* chef d'une tribu turkmène, fonde la dynastie des *Qadjar* qui va régner sur l'Iran jusqu'en 1925. Un changement géopolitique notable résultait de la montée en puissance des impérialistes européens en Asie et l'Iran devient à cette époque une zone de rivalités entre Britanniques et Russes.

Après la première guerre mondiale la situation géopolitique de l'Iran change à nouveau avec la découverte pour la première fois du pétrole en 1908 au Khouzistan iranien. Après la seconde guerre mondiale, l'Iran abandonne sa politique de neutralité et opte pour un rapprochement avec l'occident mais il était affecté par la logique de la guerre froide lors de la crise de l'Azerbaïdjan en 1946. Dès lors et jusqu'à la chute de la monarchie en février 1979, l'évolution des rapports Est- Ouest jouera un rôle déterminant pour l'Iran .

Après la révolution, l'islamisme militant du nouveau régime n'a pas réussi à faire sortir l'Iran de son isolement, mais la fin de la guerre froide modifie

profondément la conjoncture internationale et avec la mort de *Khomeyni* (1989) le régime islamique entame le changement qui s'avère trop lent en raison de la spécificité de ce pays.

En tant que pays du moyen orient (islamique et non arabe), l'Iran appartient de fait à une zone de turbulence du système international mais il est de manière plus particulière pris dans un cercle de conflits armés qui se déroulent sur ses frontières. Cette situation ne laisse pas de choix à l'Iran qui a intérêt à s'intéresser en premier lieu à ses voisins immédiats pour des raisons historiques, religieuses, linguistiques et surtout ethniques afin d'établir de bonnes relations dans une ambiance de tensions évidentes et parfois d'échecs.

13-Religion

Bien qu'il soit un état musulman, l'Iran reste marqué par la spécificité chiite. Cette religion chiite est à la fois , un atout et vecteur nationaliste, véhiculée par un maillage de « mollahs » omniprésents. Le « guide de la révolution » est le chef de toutes les forces, il en assure le contrôle par la présence de ces « mollahs » à tous les niveaux jusqu'au bataillon.

Le chiisme était déjà un facteur important avant son triomphe en Iran à partir de 1979. Mais le relatif triomphe du chiisme iranien comme inspirateur d'un état de moyenne importance, a permis à un nombre de communautés chiites de sortir de leur léthargie.

Le chiisme est une religion qui reste elle-même très divisée et éclatée. Un peu à l'instar de la Réforme protestante, elle a donné naissance à une série d'entités confessionnelles très diverses. Le Chiisme s'est scindé dès le premier siècle de son existence en trois parties inégales et au destin divergent : le *zeydisme* qui survit aujourd'hui au Yémen, le chiisme *septimanien* ou *ismaélisme*, et enfin, le chiisme *duodécimain*, celui qui existe en Iran.

Khomeyni avait défini la théorie du « *velayat faqih* », « le gouvernement du docte religieux », qu'il a mis en œuvre et qui est toujours en vigueur bien que contesté par des religieux et universitaires. Son principe est le suivant : en l'absence du 12^e *Imam*, « impeccable et infaillible », occulté en 874 et qui ne reviendra qu'à la fin des temps, le mieux habilité à assurer les pouvoirs spirituel et temporel est le faqih, le religieux le plus savant (ou un groupe de religieux

s'il n'y a pas de candidat unique incontestable). Appelé Guide, il est aussi chef des armées ; premier personnage de l'Etat, il a la prééminence sur le président de la République. Si le chah était le « *Roi des Rois* », *Khomeiny* s'est vu décerner, entre autres, le titre de « *Libérateur de l'humanité* ». Ses partisans soulignent que, dès 1941, trois thèmes ont dominé ses interventions ; par mis les quels « *le refus de la domination étrangère* ».

Les antagonismes régionaux

Les relations régionales sont encore difficiles ; il existe bien des tensions, mais surtout les problèmes frontaliers sont nombreux :

-avec les Emirats Arabes Unis pour les îles « Abo Moussa » et « Tomb » dans le Golfe.

-avec le Pakistan statu de puissance nucléaire et instabilité interne du pays.

-avec l'Afghanistan, problème des Talibans et de la drogue, transitant par le territoire Iranien.

-avec le Turkménistan, Ouzbékistan.

-avec la Turquie, question Kurde.

-avec l'Irak, accès au Golfe Persique (Chatte Al-Arab).

Pour ne citer que les plus actuels.

2 1- Le monde arabe

Les pays arabes dont l'autonomie politique était réduite jusqu'en 1952 et même jusqu'en 1958, n'ont cessé de se fortifier pour devenir, à partir de 1973 un facteur économique et financier de l'équilibre mondial . Dans le passé malgré les efforts soviétiques, les Etats-Unis ont réussi à conserver leur prédominance dans la région. Au terme de la guerre Iran- Irak où cette dernière l'emporte grâce à l'aide, d'une part, de pays de Golfe et d'autre part, de l'occident, l'Irak opte pour une hausse du prix du pétrole envahit puis annexe le Koweït en sous estimant la réponse américaine et celle des Nations- Unies.

L'Iran hostile aux Etats-Unis et à leur influence dans la région est resté neutre et a récupéré les territoires qu'il avait perdu suite à la guerre avec l'Irak tout en conservant à son profit les avions que le président irakien compte sanctuariser sur son territoire.

Mais dans la zone du golfe persique, l'Iran vise à retrouver une place prépondérante dans les affaires régionales, place qu'il a perdu à la suite de la

révolution islamique et de la guerre contre l'Irak. Cet objectif devait être atteint par la mise en place d'un mécanisme de sécurité collective, ce qui suppose une normalisation progressive de ces relations avec les Etats arabes et une réduction de l'influence des puissances occidentales en particulier celle des Etats-Unis dans la région . Or l'espoir de parvenir à cet objectif s'amenuise au fil des mois. D'abord parce qu'il apparaît de plus en plus illusoire que les pays du Golfe préfèrent des arrangements de sécurité avec l'Iran aux garanties américaines. Ensuite parce que dès avril 1992, s'amorce un conflit avec les Emirats arabes unis à propos des îlots stratégiques du détroit d'Hormuz, plus spécifiquement Abo Moussa, située à 35 milles marins de l'Emirat de Sharjah et à 43 milles marins de la côte iranienne , elle fut visitée par les iraniens en 1964, et le 19 mai 1970, juste avant le départ des Britanniques du Golfe, elle fut revendiquée par Téhéran avec des eaux territorialités de 12 milles marins. Quant aux Tombs (la grande et la petite), situées respectivement, à 15 et à 20 milles marins de la cote iranienne et, à 40 et à 45 milles de la cote arabe, ces îles étaient considérées, pendant la présence des Britanniques, comme faisant partie du territoire de l'Emirat de Ras al Khaimah et l'argumentation iranienne remonte aux cartes britanniques de 1970 qui allouent les îles Tombs à la Perse.

Le 30 novembre 1971, l'Iran débarqua des troupes dans ces îles, et malgré les protestations de Londres et la plainte déposée devant le conseil de Sécurité des Nations Unies le 9 décembre 1971 par plusieurs Etats arabes, l'Iran occupe toujours ces îles et la situation n'a pas évolué.

A l'occasion de cette affaire, même la Syrie seule alliée de la république islamique dans le monde arabe, se range du côté des Etats membres du conseil de coopération du Golfe (C.C.G). Enfin les relations de Téhéran avec l'Arabie Saoudite, d'une part puissance sunnite, n'ayant jamais eu des relations normales avec l'Iran et d'autre part Bahreïn pays ayant une population chiite majoritaire mais gouvernée par les sunnites, ce qui est à l'origine des contestations et troubles, souvent d'origine chiite ne s'améliorent pas.

En ce qui concerne le sud, les régions du Golfe persique et le moyen orient ; l'ambition iranienne ne favorise pas la mise en place d'une réelle stratégie d'ouverture. Le pouvoir islamique ne parvient pas à rentabiliser sa

politique par rapport à la guerre du Golfe. La nature de ses relations avec les Etats-Unis l'empêche de réintégrer le jeu politique régional en cette période d'après guerre du Golfe et d'après guerre froide où les Américains sont plus que jamais impliqués dans les affaires du moyen orient.

En fait l'Iran sous le chah a été pour l'occident un élément de stabilité, un « gendarme du Golfe » et un allié d'Israël. Sous les couleurs de la révolution islamique, le même pays est devenu aux yeux des américains et des occidentaux, un élément de tension régionale et un allié des pays arabes dans leur combat pour la libération de la Palestine et d'Al-Qods

Une telle situation souligne comment cette riche région du monde constitue aussi une zone de bouleversements d'origines géopolitiques, religieux, historiques et socio-économiques. Parmi ces lignes de fracture, l'hostilité entre l'Irak et l'Iran reste la plus tenace, elle mesure à elle seule la « méfiance entre arabes et persans »

.La deuxième guerre du Golfe a permis à l'Iran d'assister à l'écrasement de son ennemi irakien. Les tentatives de normalisation des relations entre les deux pays ont échoué car les lourdes conséquences d'une guerre de huit ans sur les plans humain et matériel ne pouvaient être oubliées. Ainsi le manque de confiance était réciproque si bien que Téhéran a simplement confisqué les avions irakiens qui auraient fui la chasse américaine lors de la deuxième guerre du Golfe. Les observateurs qui tablaient donc sur un rapprochement possible entre Bagdad, Téhéran et Damas face à l'autre axe régional turco-israélien, ne se rendent pas compte du fossé qui sépare l'Irak et l'Iran .

Toutefois le contournement de l'embargo contre l'Irak à travers les eaux territoriales iraniennes et l'échange de quelques visites diplomatiques montrent qu'une normalisation pourrait à la longue intervenir mais qu'elle dépend de l'évolution des deux régimes.

L'équilibre du Golfe est certes fragile, mais si l'Iran et l'Irak finissent par normaliser leurs relations, ils ne risquent pas en tout cas dans un proche avenir de devenir ni des frères sous le chapeau de l'islam ni des alliés. Les tendances hégémoniques des deux parties les empêchent de dépasser leurs querelles historiques.

Devant cette situation d'isolement et en l'absence d'une alliance privilégiée, l'Iran tente une politique d'ouverture qu'il vient de concrétiser avec Damas et des pays du Golfe. Il reste un acteur marquant, via le Hezbollah, de la lutte contre Israël.

2 2- L'Iran et le monde musulman (non Arabes)

Qualifié de « carrefour de civilisation » l'Iran est ouvert et ses frontières semblent floues : Arabes de part et d'autre de la frontière avec l'Irak, Baloutches en Iran comme au Pakistan voisin, Türk azéri en Azerbaïdjan et pour ce qui est des kurdes, leurs multiples nationalités donnent lieu à plusieurs tensions.

L'Iran se distingue ainsi de son environnement par son plateau central où se constituait sa civilisation. Ce pays n'a pas pu résister au triomphe de la spiritualité exprimée par l'islam. Dès les premiers siècles de l'Hégire, c'est du monde iranien que viendront les premiers grands efforts d'interprétation du message coranique mais aussi la mise en théorie de la grammaire et de la rhétorique arabes.

Peu à peu, la musique, la peinture, l'architecture et l'art du monde iranien islamisé allaient se diffuser dans l'ensemble de l'espace musulman. Dès lors deux mondes distincts se sont dessinés dans l'ensemble musulman : l'un proprement arabe, l'autre « ajame » c'est à dire non arabophone et comprenant les iraniens, les communautés turques et tous ceux ayant adopté le persan comme langue de culture.

Quant à ces rapports avec le monde musulman, l'Iran a inquiété son environnement par sa recherche d'une universalité islamique et par la prééminence du guide de sa révolution proclamé « leader d'un milliard de musulman ».

On peut donc dire que l'attitude de l'Iran, bien qu'elle fût présentée comme révolutionnaire se révéla moins novatrice et la république islamique attend exercer un rayonnement réel et cherchait surtout à être respectée.

2 3- Situation Irano- Afghano- Pakistanais.

Les quatre à cinq années qui séparent le départ des forces soviétiques

d'Afghanistan de l'apparition des *Talibans* (étudiants en religion) en 1994 sur la scène intérieure du pays ne sont faites que d'une succession de troubles et d'affrontement entre les différentes factions afghanes. La situation de 1994-1995 a donc radicalement changée par rapport à celle de la période 1979-1989. On est passé d'une guerre de résistance à un envahisseur étranger à un conflit intérieur qui ne faisait qu'accuser les clivages déjà apparents pendant la période d'occupation soviétique.

En l'espace de pratiquement vingt ans de guerre, l'Afghanistan n'a donc toujours pas trouvé la paix. Les questions de pouvoir et des relations entre les différentes ethnies qui composent le pays demeurent au contraire, tout aussi épineuses que par le passé. Aucune solution n'est venue des acteurs internes traditionnels, des *Talibans* ou des personnalités afghanes à l'étranger.

Après le départ des forces soviétiques, les factions des *moujahidins*, en se battant pour le pouvoir, n'ont réussi qu'à faire intervenir un acteur supplémentaire : les *talibans*. Ces derniers ont démontré qu'ils n'étaient pas aussi désintéressés qu'ils le prétendaient à leur arrivée sur la scène afghane. Leur intervention n'a donc conduit qu'à une nouvelle transformation du conflit.

Certes la situation s'est considérablement modifiée depuis la ou les Soviétiques occupaient l'Afghanistan. On constate dès lors que les acteurs extérieurs pèsent toujours d'un poids considérable sur le sort du pays. Il est en effet difficile d'envisager qu'une solution imposée de l'étranger puisse réussir.

En fait l'apparition en 1994 des *talibans* était remarquée sur la scène afghane. Plusieurs spécificités doivent cependant être soulignées et en tout premier lieu qu'il ne s'agit non pas d'éléments étrangers mais bien d'afghanes majoritairement *Pashtounes*, originaires du sud du pays. Ils interviennent en Afghanistan à partir des zones *pashtounes* du Pakistan.

En effet la formation de ces étudiants en droit et théologie s'effectue dans les « madrasa » (écoles religieuses) implantées de part et d'autre de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan et s'achève de manière traditionnelle dans les zones *pashtounes* du Pakistan. Enfin leur apparition ne correspond pas à l'émergence d'un tout nouvel acteur sur la scène afghane puisqu'ils étaient déjà actifs contre les communistes ; les « madrasa » du sud de l'Afghanistan

constituant à la fois des écoles religieuses et des bases d'entraînement militaire.

La nouveauté tient plutôt au changement d'orientation de la politique afghane du Pakistan. Pendant toute la période d'occupation soviétique, les autorités pakistanaises avaient fait le choix de soutenir massivement les forces *pashtounes*. Plusieurs raisons justifiaient cette orientation. La première est que si au sein de la population pakistanaise l'ethnie *pashtoune* est minoritaire, c'est à elle que reviennent les postes clés. Une sorte de solidarité ethnique unit donc les élites pakistanaises et les composantes afghanes *pashtounes*. Une autre raison tient également au fait que le Pakistan, qui doit son existence à la promotion d'un modèle religieux ne veut pas d'un Afghanistan communiste et laïque.

Lors de leur première apparition les talibans sont pratiquement investis d'une image de « sauveurs » et de « moralisateurs ». Ils viennent de mener avec succès une opération qui aboutit à la libération des membres pakistanais d'un convoi de camions à destination du Turkménistan qui étaient bloqués par les autorités locales. Ils prennent ensuite le contrôle de Kandahar après en avoir chassé les *Moujahidins*. Assez vite de nombreuses rumeurs courent sur leur compte ; on en parle comme des « combattants d'élite » très bien armés. La rapidité de leur apparition et leurs actions font dire qu'ils bénéficient de soutiens extérieurs notamment du Pakistan, voire de l'aide des Etats-Unis.

Les premières déclarations faites par le mouvement des talibans sont assez diverses. Ils annoncent tantôt n'avoir aucun désaccord avec les factions afghanes mais qu'ils combattent « ce qui va à l'encontre de la religion », tantôt vouloir « éliminer les factions des Moujahidins » (criminelles) qui ont plongé le pays dans l'anarchie. Ils disent également avoir des adversaires intérieurs (les chefs de guerre qui règnent sur des portions du pays) et des adversaires extérieurs (les pays ou personnalités qui veulent exercer une influence sur le sort de l'Afghanistan).

Si leurs déclarations ne sont pas forcément explicites, leurs actions le sont beaucoup plus et correspondent à de véritables « coups de poings » avec pour objectif de moraliser le pays. Leur avancée s'accompagne ainsi de destruction

de champs de pavot ainsi que de l'exécution des trafiquants de drogue.

En février 1995, les talibans sont devenus un acteur non négligeable et pourtant personne n'avait jusque-là tenu compte de leur mouvement, et aujourd'hui aucune solution n'est envisagée sans donner un rôle important aux *Talibans*.

2 4-La rivalité Irano- Turque et la minorité Kurde

Membre de l'OTAN, membre de l'O.C.D.E et du conseil de l'Europe ; la Turquie est le seul Etat du Proche-Orient à être lié à l'occident par un pacte militaire. Il se veut européen et souhaite devenir membre du marché commun. Au Proche-Orient son passé impérial, ses spécificités et ses orientations politiques l'isolent de ses voisins.

C'est le seul pays du Proche-Orient en dehors de l'Egypte, à reconnaître l'Etat d'Israël. La chute du chah d'Iran qui prive les Etats-Unis d'un allié régional majeur, augmente encore le prix de l'alliance avec la Turquie. Celle-ci lors de la crise du Golfe (1990) s'est très vite rangée du côté des américains.

Avec la guerre du Golfe et plus encore avec la dissolution de l'Union soviétique, la Turquie se trouve confortée, non seulement dans sa position d'allié privilégié des Etats-Unis dans la région, mais encore dans celle de puissance régionale. La période de l'isolement ; strictement tournée vers l'Europe est close.

La Turquie a lancé un projet de coopération des Etats riverains de la mer noire, renouant avec le passé ottoman et qui inclut une large partie des Balkans. Elle appuie l'Azerbaïdjan dans ses efforts pour contrôler le Haut Karabakh (ce qui inquiète l'Iran favorable au statu quo régional) et a entamé une politique d'influence en Asie centrale.

N'appartenant véritablement ni au monde industrialisé, du moins à l'approche de l'an 2000, ni à ce que l'on appelle le tiers monde, l'Iran et la Turquie présentent un certain nombre de caractéristiques relevant de deux catégories. Non seulement ils n'ont jamais subi directement la colonisation, contrairement à la quasi-totalité des pays du tiers monde, mais de plus ils sont les héritiers d'empires qui ont dominé durant des siècles, les Balkans, l'Asie du

sud Ouest, la péninsule arabique et l'Afrique du nord. Ils contrôlent aujourd'hui un territoire et une population d'environ le tiers de l'Europe moins la Russie.

L'Iran a un revenu énergétique qui pourrait lui permettre d'être un pays économiquement développé ; par contre la Turquie a entamé progressivement sa révolution industrielle. Ces deux pays occupent certes une position spécifique dans le monde musulman, mais pas forcément « périphérique » comme on l'écrit souvent.

Sur le plan historique, la république de Turquie est issue du démembrement d'un vaste empire dont l'ethnie centrale fondera un Etat-Nation par la révolte armée contre les occupants étrangers. En revanche, l'Iran a pu maintenir la cohésion malgré l'existence de nombreux mouvements après la fin de la première guerre mondiale.

Il faut rappeler que les ambiguïtés et les distorsions entre les deux régimes ne se situent pas toujours au niveau des débats, mais prennent aussi parfois des formes de frictions plus ou moins violentes. Le rapprochement perceptible entre les deux pays a été trompeur et de courte durée.

Les autorités turques soupçonnent, depuis des années, l'Iran, de fournir un soutien aux mouvements intégristes turcs. Certaines prises de positions publiques des diplomates iraniens en poste à Ankara en faveur du mouvement islamique en Turquie ont conduit cette dernière à demander à Téhéran le rappel de ses diplomates. En outre le régime iranien a été accusé de complicité dans l'assassinat de personnalités turques et iraniennes (proches de l'ancien régime sur le territoire turc). Les incidents de ce genre empoisonnent le climat des relations bilatérales.

En 1991, la Turquie reconnaissait (après soixante sept années d'inexistence officielle) la réalité d'une minorité de 12millions de Kurdes, soit 20% de la population totale. Cependant, depuis aucun droit culturel n'a été accordé à celle-ci ; tandis que les régions Kurdes sont soumises à une très dure répression destinée entre autre à écraser le Parti des Travailleurs Kurdes (P.K.K).

La Turquie et l'Iran ont en commun d'abriter de fortes communautés Kurdes : plus de 12 millions pour la première et plus de 6millions pour le second

. Comme dans d'autres domaines, la question Kurde constitue pour les deux pays un champ où l'on constate à la fois des convergences objectives mais surtout des tensions évidentes.

Actuellement, l'attention et les enjeux se polarisent surtout autour de l'Irak. Les deux capitales ne cessent de clamer qu'elles sont en faveur de l'intégrité territoriale au nord de l'Irak, par crainte de la propagation de l'indépendantisme Kurde sur leur propre territoire. En dépit d'une coopération formelle, les deux capitales ont leurs propres alliés en Irak du Nord selon les situations. Par ailleurs l'Iran apporte aussi un certain soutien, peut être pas avec la même intensité que la Syrie au parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K) qui mène depuis une dizaine d'années une guérilla sanglante contre la Turquie.

De plus les services de renseignements turcs auraient repéré plusieurs camps d'entraînement en Iran à proximité de la frontière turque. Outre le soutien logistique apporté par les dirigeants iraniens à l'organisation Kurde, son chef Abdallah Ojallan (actuellement détenu en Turquie) aurait été bien accueilli lors de ses nombreux passages à Téhéran.

Force de constater que la Turquie n'utilise pas à l'égard de l'Iran des mêmes méthodes violentes et destabilisatrices, ni envers sa population Kurde ou Turcophone qui constitue pourtant plus d'un quart de la population du pays.

De l'autre côté la Grèce et l'Arménie sollicitent fortement l'appui diplomatique de l'Iran dans leurs conflits avec la Turquie.

Quoi qu'il en soit, avec son protectorat annoncé sur la question Kurde, ses ambitions dans le Caucase et en Asie centrale, ses projets dans la mer noire et sa réapparition dans les Balkans, mais aussi grâce à sa libération pour la première fois depuis trois siècles de la menace Russe, la Turquie est entraînée d'abandonner une politique extérieure défensive pour une politique régionale active.

Actuellement, entre les Turcs qui mènent la guerre dans la province du Kurdistan, les Iraniens qui poussent leurs pions et Bagdad qui attend une décision de levée d'embargo de la part des Nations Unis, l'Irak du nord reste un champ de manœuvre contesté.

Laminés par une armée qui depuis 1984 a eu le temps de se préparer, les

Kurdes sont progressivement passés de Turquie en Irak. Il s'y sont maintenus au fil des ans malgré les pressions que leur infligèrent les Kurdes irakiens de Massaoud Barzani, alliés des turcs.

Résolu à interdire au P.K.K d'utiliser le Kurdistan comme sanctuaire ; l'armée d'Ankara a à son tour, franchi la frontière massivement. La première grosse opération remonte à février 1995.

L'Etat Major turc maintient des unités en Irak, le long de la frontière, sur une bande profonde de vingt kilomètres : un millier d'hommes au total selon les observateurs. Les étrangers qui sillonnent ces montagnes repèrent aisément les positions tenues par les sections et les compagnies turques.

2 5-L'influence iranienne au Caucase, à l'Asie centrale et à la mer Caspienne

La Russie comprend une vingtaine de minorités territoriales qui, toutes ensembles représentent 18% de la population totale. Deux seulement de ces minorités voisinent les 4 millions : les Bashkirs et les Tatars.

Cependant en Russie centrale, la concentration territoriale des différentes régions donne un total de 13 millions d'habitants. L'autre concentration musulmane, celle du Caucase est d'un total de 4,5 millions d'habitants. Le pouvoir de cette société bureaucratique et totalitaire reposait sur l'encadrement mis en place par le parti unique.

Les heurts interethniques ont eu lieu entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan provoquant au moins 60.000 réfugiés dont près de 450.000 au Caucase et 85.000 en Asie centrale.

A l'égard de cette situation ; la compétition entre la Turquie et l'Iran pour exercer une influence sur l'Asie centrale est loin d'être surestimée. La Russie aussi est décidée à ne pas être entourée de marches hostiles. En fait la politique iranienne consistait à maintenir une liaison étroite avec la Russie et à tenter de convaincre les Russes d'établir une sorte de cogestion russo – iranienne des crises au Caucase et en Asie centrale, afin de limiter et retarder la percée américaine et turque.

Dans les crises du Caucase l'Iran se retrouve à chaque fois du même côté

que les Russes tout en se méfiant de l'Azerbaïdjan. En 1991 Bakou (capitale de l'Azerbaïdjan) s'est étroitement rapproché d'Ankara et a relancé l'idée d'un grand «Azerbaïdjan » qui incluait le Nord est de l'Iran. Ce dernier a d'emblée vu l'indépendance de l'Azerbaïdjan une nouvelle source de problèmes.

En revanche les Iraniens disposent d'une vieille connexion arménienne : la population locale est loyale et anti – turque. Les relations avec l'Ouzbékistan sont froides par contre au Tadjikistan et au cours de la guerre civile de 1992, la Russie soutient les « néo-communistes » et Téhéran les « islamo-nationalistes » mais tous deux s'accordent pour exclure aussi bien les Etats-Unis que l'Ouzbékistan du processus de règlement politique. Les discussions qui aboutissent à l'accord de paix en 1997 se déroulent en alternance à Moscou et à Téhéran et se concluent sur un gouvernement de coalition entre leurs protégés respectifs.

Enfin les Iraniens restent parfaitement silencieux durant la guerre en Tchétchène, alors que les Turcs soutiennent les tchétchènes. La cohérence des alignements stratégiques est claire : russes et iraniens partagent en gros la même vision de l'Asie centrale et du Caucase.

La défense du statut de la Caspienne vise à empêcher les Etats indépendants d'accorder des concessions sans contrôle aux occidentaux. Un développement trop rapide des hydrocarbures de la Caspienne va à l'encontre de l'intérêt de l'Iran et de la Russie, deux puissances pétrolières et gazières qui n'ont pas intérêt à voir la concurrence apparaître sur le marché. Ils vont donc prôner le développement des réseaux d'oléoducs et de gazoducs selon un axe Nord- sud : par le Caucase Nord pour la Russie et par son territoire pour l'Iran.

En fait les Russes n'ont jamais vraiment joué le jeu de la cogestion. Même s'ils ont renforcé leurs liens avec Téhéran, ils n'ont jamais eu l'intention de laisser les Iraniens jouer un rôle déterminant en Asie centrale et au Caucase. De plus les efforts de l'Iran pour jouer un rôle dans la région se heurtent à la politique américaine. Une véritable guérilla diplomatique est menée contre l'Iran pour l'exclure avec la Russie de l'exploitation des richesses de la mer Caspienne.

Quoi qu'il en soit, l'isolement de l'Iran sur la scène internationale, renforcé

en mai 1995 par l'arrêt des investissements et échanges des Etats-Unis avec ce pays ne contribue guère au développement de ses relations avec les pays du Caucase et de l'Asie centrale. De plus l'opposition aux américains pousse l'Iran à se rapprocher de plus en plus de la Russie, ce qui fournit peut être un atout politique à la diplomatie de Téhéran dans la région. Ceci lui enlève la possibilité de représenter une alternative pour les Etats post-soviétiques qui cherchent à se dégager de l'emprise de leur grand voisin.

Mais l'accession à l'indépendance de ces Etats va profondément modifier la géopolitique et la stratégie de l'Iran. Ces Etats ont soit des frontières terrestres communes avec l'Iran (Azerbaïdjan, Arménie, Turkménistan) soit des frontières maritimes (Russie, Kazakhstan) soit les deux. Mais au-delà de ces transformations de type territorial, ce qui importe encore plus, ce sont les nouvelles possibilités offertes en IRAN de renouer avec un monde qui lui est familier et avec lequel il partage un héritage historique commun, une culture et des traditions.

Enfin la disparition du rideau de fer qui l'avait séparé de la Transcaucasie durant soixante dix ans va, par l'amplification des échanges, renforcer d'avantage encore l'intérêt des iraniens pour leurs voisins qu'ils ne pourront jamais considérer comme vraiment des étrangers.

Les rapports « poids lourds » et le réarmement de l'Iran

3 1- Les relations Iran- U.S.A

Amies et alliées pendant quarante ans, les deux nations sont des adversaires farouches depuis. Les relations entre les Etats- Unis et l'Iran même à leur meilleur, ont rarement été normales. La position stratégique de l'Iran et ses ressources pétrolières lui ont toujours donné, à l'époque du chah comme aujourd'hui, une importance tout à fait particulière.

Pendant la guerre froide l'Iran a constitué pour les Etats-Unis un élément essentiel du dispositif d'endiguement de l'Union soviétique et l'un des garants de la stabilité dans le Golfe.

Les Iraniens de leur côté, ne comprennent pas l'hostilité persistante des américains à leur égard, ceux-ci ne pouvant oublier la prise d'otages (1979-1981) et la manière avec laquelle Téhéran avait retardé leur libération, péniblement négociée durant la dernière année de l'administration Carter.

Lorsque l'on regarde les démonstrations télévisées organisées en Iran contre « le grand Satan », il est facile pour les Américains de croire que l'Iran est le premier pourvoyeur de terrorisme international, qu'il cherche à miner le processus de paix au Moyen Orient, cherche à expulser les forces américaines du Golfe pour établir sa propre domination sur cette zone et ses ressources pétrolières et qu'il est par conséquent, résolu à acquérir des armes de destructions massives pour atteindre ses objectifs. Les gouvernements arabes et même ceux qui coopèrent avec les forces américaines pour assurer la stabilité et la sécurité dans le Golfe, s'inquiètent du climat de tension qui caractérisent les relations américano-iraniennes. Une action militaire imprudente, un accident, pourraient faire d'eux une cible involontaire.

De nos jours l'Iran et les Etats-Unis ont un même intérêt à ce que soient rétablis la stabilité et un gouvernement représentatif en Afghanistan. Beaucoup de problèmes exigeront une coopération avec

l'Iran pour être traités efficacement.

Les Etats-Unis en manifestant leur respect pour le peuple, l'histoire, la religion et la civilisation de l'Iran, encourageront la réciprocité de la part de Téhéran. Ils permettront l'établissement de relations qui profiteront non seulement aux deux sociétés et aux deux économies, mais aussi à l'ensemble de la communauté internationale.

Quoi qu'il en soit, le rapprochement entre iraniens et américains prendra du temps ; les seconds d'ailleurs ne souhaitent pas que le pétrole de la Caspienne passe par l'Iran pour des raisons qui n'ont rien à voir avec le régime islamique. Ils ne veulent tout simplement pas renforcer le rôle du Golfe persique dans l'équation pétrolière mondiale et veulent diversifier les sorties.

L'Iran doit donc s'attarder à parler de rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis et renforcer des relations bilatérales avec chaque Etat de la zone.

Il s'agissait, en clair d'un « rééquilibrage d'intérêt » à court terme entre les deux pays. C'est précisément l'absence de politique claire et cohérente à l'égard de l'Iran de la part de l'administration américaine qui peut sans doute laisser augurer de nouvelles actions de « rééquilibrage » dans un sens ou un autre. Le dégel entre les deux capitales est désormais désiré par des forces importantes des deux bords. Du côté américain, la chute d'Alfonse D'Amato a sans doute contribué à libérer les éléments favorables à une réconciliation.

Est-ce que le temps d'une réconciliation s'approche ? A l'évidence, le rapprochement entre Washington et Téhéran permettrait le retour sur la scène diplomatique mondiale du véritable géant démographique, économique, stratégique et culturel du Proche-Orient à l'est de l'Euphrate : l'Iran.

En réalité, la révolution de 1979 a privé l'Amérique de l'un de ses piliers de sa politique au Proche-Orient. Humiliée, elle a cherché depuis à isoler l'Iran. Une politique qui s'est retournée contre elle.

3 2- Les relations Irano- Russe

Alors que la Russie et l'Iran tentent de définir un partenariat stratégique dans de nombreux domaines, ces deux pays sont toutefois revenus, d'un point de vue géopolitique, à la situation ancienne où leurs rivalités s'exerçaient sur une zone tampon constituée par les pays du Caucase et d'Asie centrale.

Les relations technologiques et militaires d'une part, industrielles et commerciales, d'autre part, jouent indubitablement un rôle spécifique dans l'élargissement de cette coopération. Les capacités russes en matière de technologie militaire et de pièces détachées de tout type sont en mesure de répondre, de manière quasi illimitée, aux nombreuses demandes iraniennes. Quant au domaine économique, les projets communs irano-russe permettent tant à Moscou qu'à Téhéran de s'opposer, par exemple, aux tentatives américaines visant à limiter leur participation dans les projets pétroliers de la Caspienne.

Mais des obstacles politiques subsistent : les pressions de Washington sur Moscou ainsi que l'analyse strictement russe des visées iraniennes, notamment islamistes dans ces zones de coopération possible, viennent partiellement affecter cette convergence d'intérêts.

3 2 1-Accords sectoriels

Le 8 janvier 1995, signature entre la Russie et l'Iran d'un accord concernant l'achèvement de la centrale nucléaire de Busher. Le contrat porte sur un volume de 800 millions de dollars. Il est prévu de construire un bloc de réacteur de type russe avec une puissance électrique de 1000 MW et d'achever la construction fin 1999.

Les deux pays ont également prévu de construire un autre bloc d'une puissance de 1000 MW ainsi que deux autres blocs de réacteurs d'une puissance de 440MW chacun.

Après une 1^{er} unité achetée en novembre 1992, suivi, d'une livraison, début août 1996 d'un 2^e sous-marin, la Russie livre à l'Iran son 3^e sous-marin.

L'achat de sous-marins par l'Iran inquiète les pays arabes du Golfe et leurs alliés occidentaux qui maintiennent une présence navale

permanente dans cette région.

Accord signé en août 1996 pour l'achat de douze avions de passagers Tupolev-100 à la Russie.

Négociation entre Téhéran et Moscou pour la création d'une ligne d'assemblage de nouveaux avions cargos Illiouchine-114 à Ispahan.

Après l'achat de deux satellites à la Russie, l'Iran a annoncé l'acquisition d'un nouveau satellite de télécommunication en septembre 1996.

En septembre 1996, proposition à la National Iranian Gas Company, par une filiale de la société russe Gazprom, spécialisée dans les compresseurs à gaz :

- d'améliorer le système d'exportation de gaz iranien vers la Turquie.
- de mettre en place les capacités de stockage souterrain à proximité de Téhéran
- de moderniser une station de compression.

En décembre 1996, signature du protocole sur les résultats de la première réunion de la commission mixte économique russo-iranienne. Celle-ci vise à accroître la coopération économique et commerciale et notamment dans les secteurs de la production d'énergie, la pétrochimie, la production du gaz, le transport et le traitement du pétrole brut.

3 2 2-Accords économiques généraux

Selon les évaluations du ministère russe des relations économiques extérieures, le volume des échanges entre l'Iran et la Russie, d'un montant de 200 millions de dollars en 1995, estimé à 350 millions de dollars en 1996, devrait atteindre 4 milliards de dollars vers l'an 2000.

Selon le protocole signé en déc. 1996, les deux pays ont l'intention de développer les relations économiques dans tous les domaines de l'industrie, et en particulier dans celui de l'énergie. L'Iran a d'autre part

manifesté son attention d'acquérir de l'équipement pétrolier pour une valeur de 600 à 800 millions de dollars . L'accord prévoit enfin le paiement par l'Iran de sa dette à la Russie (600 millions de dollars) sous la forme de livraison de pétrole pendant les quatre prochaines années.

3 2 3 Points de friction

Depuis 1995, les services de renseignement des deux pays ont entamé une série de rencontres tant à Moscou qu'à Téhéran. Cette amorce de coopération porte notamment sur des questions réciproques de sécurité intérieure (recrutement par Téhéran d'activistes iraniens sur le territoire russe) mais elle vise également à harmoniser leurs positions sur les zones régionales où les intérêts des deux pays sont susceptibles de s'opposer (Tadjikistan et Tchétchénie à l'époque). Ceci pourrait être résumé comme suit :

- soutien en secret des rebelles tchéchènes par l'Iran.
- volonté iranienne d'intégrer « les deux anciennes provinces » de l'Azerbaïdjan occidental et oriental.
- crainte russe d'une politique à « double fond » de la part de l'Iran.
- inauguration en mai 1996 par l'Iran du tronçon manquant de la ligne ferroviaire reliant Machhad, situé dans la province du Khorasan au nord-est du pays, à la frontière turkmène. Cette liaison ouvre aux Etats d'Asie centrale une route commerciale vers le golfe Arabo- Persique, indépendante du monopole des transports appartenant, jusqu'à présent, à la Russie.

3 3- La machine militaire de l'Iran

3 3 1 - La politique de défense et l'état des forces

En regardant, dans un contexte global et régional, aux objectifs et stratégies nationaux de l'Iran, il est clair que ce dernier cherche à être la puissance dominante dans la région du golfe, et pour atteindre ses objectifs, il faudrait qu'il se réorganise et se restructure selon un programme d'armement assez sophistiqué, car à l'heure actuelle l'armée

dont il dispose n'est pas à la hauteur des objectifs visés.

Une armée de terre, forte de 345 000 hommes, possède environ 1500 chars lourds, près de 2000 canons de DCA, 550 hélicoptères, 2500 pièces d'artillerie et de 6500 mortiers. Elle a surtout une fonction de maintien de l'ordre, qu'elle partage avec les 145.000 Pasdaran « garde révolutionnaire ». Le système de défense est principalement orienté vers le monde arabe et la Turquie, alors qu'il est beaucoup plus faible vers l'Est.

L'armée de l'air (30.000 hommes et 280 avions) a des appareils très âgés qui peuvent néanmoins encore remplir des missions d'appui à proximité du territoire national. L'aviation de transport a par contre démontré qu'elle pouvait agir plus loin puisque des avions iraniens ont atterri en Croatie pour livrer des armes à la Bosnie Herzégovine.

La marine (18.000 hommes) est en fait la seule armée qui soit en expansion. Elle a reçu trois sous-marins de la classe K d'origine russe (munis chacun de six tubes lance-torpilles, sont aussi capables de larguer 24 mines). Elle entretient toujours un destroyer d'origine américaine et trois frégates. S'y ajoutent une soixantaine d'autres bâtiments dont deux corvettes, vingt bateaux lance-missiles (*les Combattantes* venues de France et *les Houdong* chinois, ces derniers armés d'engins mer-mer C.802), des navires de guerre sous-marine, des bâtiments amphibies et de support, en tout quelque 70 unités. Voulant que le golfe soit persique, l'Iran a déployé sur son littoral des batteries d'engins terre mer *Silkworm* CC-N2 vendus par Pékin, renforcé les garnisons des îles contrôlant le Détroit et aussi acheté en Chine de nouvelles mines : immergées en profondeur, elles sont propulsées à la surface par le passage du bâtiment à détruire.

La flotte augmente régulièrement et permet aujourd'hui à l'Iran de se projeter dans l'Océan indien ou sur les côtes islamisées de l'Afrique. Elle n'est pas assez puissante pour traduire une volonté de conquête de nouveaux territoires mais permet à la fois à l'Iran d'effectuer des missions de présence qui consolident son statut de puissance régionale,

et de faire face à d'éventuels agresseurs avant qu'ils aient pu atteindre les frontières terrestres.

Les seules incertitudes de cette défense concernent le nucléaire. Selon certains spécialistes l'Iran sera doté d'armes similaires à celles qu'avait la France en 1960, mais aucune preuve n'a pour l'instant été révélée.

Le rapprochement récent avec la Russie, les bonnes relations entretenues avec la Corée du nord et l'anonymat des essais nucléaires pakistanais incitent pourtant à la plus grande prudence. De plus Téhéran a acheté en 1996 à la Corée du nord des missiles de moyennes portées pouvant atteindre 1500 km, c'est à dire la totalité des pays du Golfe ainsi que la Turquie et l'Etat d'Israël.

En 1992 et 1993 , Téhéran fut en mesure de financer d'importants achats, d'autant que la dette extérieure passait de 9 milliards de dollars à près de 30 milliards. Pendant cinq ans, c'est au rythme de 2 milliards de dollars annuels que l'Iran se procura des armes auprès de ses fournisseurs de l'Est.

Parallèlement, le ministère de la Défense gérait 240 établissements d'Etat et plus de 10000 entreprises privées, l'ensemble rassemblant quelque 45000 ingénieurs , techniciens, ouvriers spécialisés. Si bien que l'héritage de la guerre et l'effort de réorganisation de l'industrie d'armement aboutiront, déjà au début des années 90, à un appareil d'études et de fabrication assez important pour qu'aux Etats-Unis l'on s'en inquiète.

Le but recherché par l'Iran repose de ce fait en premier lieu sur une volonté d'afficher une agressivité que les forces classiques ne rendent pas crédibles. Le nucléaire pourrait alors, éventuellement, être mis en service du « pan chiisme ». En second lieu la politique iranienne fait référence à la dissuasion qui prendrait toute sa mesure dans une région instable.

A la complexité du monde iranien s'ajoute donc celle d'une république islamique en proie aux effets secondaires d'une période révolutionnaire qui s'achève. La reconstitution politique en cours, et la

préservation indispensable d'un équilibre interne laissent penser que le pouvoir en place ne peut plus se permettre de succomber aux réflexes idéologiques. Toutefois l'existence des « gardiens de la révolution » au sein de l'armée, la priorité donnée aux missiles sur les forces terrestres et la recherche (ou la détention) supposée de l'arme nucléaire font de l'Iran le pays le plus redouté par ses voisins. En plus il reste avantagé sur le plan international par trois facteurs : la position géographique du pays, ses ressources énergétiques et son héritage historique et culturel.

Certes, une guerre aéroterrestre particulièrement meurtrière contre l'Irak, l'échange de missiles balistiques entre les principales agglomérations des deux belligérants, les recherches atomiques poursuivies à Bagdad, et qui n'étaient pas toutes ignorées à Téhéran, enfin l'engagement décisif dans le Golfe du géant militaire américain incitèrent l'Iran à détenir un jour des armes de destruction massive. Pour réaliser ses desseins l'Iran se tourna vers toutes les sources d'information et d'assistance qui échappaient à l'interdit américain.

3 3 2-Les ambitions N.B.C et la crainte américaine .

Implicitement le Coran les condamnait, mais force était de leur reconnaître une capacité d'intimidation que ne possédait aucun autre armement. Le président Khomeiny encouragea les scientifiques iraniens à étudier les sciences de l'atome en vue de fournir au pays l'instrument de sa sécurité dans l'indépendance.

De manière fort pertinente, les ingénieurs iraniens se sont attachés à perfectionner, puis à fabriquer en série les engins d'origine soviétique, les *Scud* B et C et les *frog7* dont ils disposaient. Ils y ont ajouté toute une famille d'armes de théâtre d'opérations dont les portés vont de 12 à 40 km.

Aux contrats de centrale nucléaire et réacteurs de puissance, déjà conclus, avec la Russie s'ajoutent, en 1997 les essais du *Shahab* 3 qui n'ont seulement vivement inquiété les Israéliens mais aussi les américains qui, sans succès, s'étaient efforcés d'interdire à Pyongyang de communiquer le savoir faire de ses ingénieurs à leur collègues

iraniens. A juste titre, le 15 décembre 1997, un satellite de reconnaissance américain détectait les essais d'un propulseur d'engins balistiques qui serait capable de transporter une charge d'une tonne à plus de 1300km

L'Iran ressemble plus à l'ancien Etat Bolchevique, qu'à l'Union Soviétique fatiguée, que les U.S.A. ont réussi à dissuader, puis à vaincre dans la guerre froide. L'Iran est l'exemple type d'un Etat « *intensément frustré* », dont a parlé **Eric Hoffer**, qui construit les « *vrais croyants* » avec leur grande acceptation de courir n'importe quels risques. Ce qui présente l'Iran comme un défi particulièrement difficile à la dissuasion.

Comme l'ancien Etat Bolchevique, l'Iran dispose d'une avant-garde dévouée, la Garde Révolutionnaire. Elle a des objectifs principaux et révolutionnaires, qui incluent l'exportation de la Révolution Islamique Iranienne. La G.R.a de l'avance sur tout le monde en Iran en ce qui concerne la production et l'utilisation des armes N.B.C. ; elle est cohésive, et sa haine pour U.S.A. reste très vivace. Les chefs de la G.R. croient souvent être religieusement plus corrects et stricts que beaucoup de mollahs, et il existe des cas où la G.R. a pris des mesures, ou est intervenue radicalement par l'action, et beaucoup plus fort et loin que l'action de la classe politique dirigeante.

Si les U.S.A. cherchent à dissuader l'Iran, d'une agression en général, et de l'utilisation des armes N.B.C. en particulier, il serait de bon aloi d'essayer de comprendre les traditions morales et légales qui fournissent le contexte des décisions iraniennes concernant la guerre. En effet la conception Chiite de la guerre est très différente du concept Occidental de « *guerre juste* ». L'Etat-Major de l'armée iranienne en septembre 1995 déclara qu'une confrontation entre des forces U.S. et iraniennes irait à l'encontre des intérêts U.S. et serait « *finalement à leur désavantage* » parce que « *seuls les musulmans croient, qu'au cas où ils tueraient, aussi bien que dans celui où ils seraient tués, ils seront toujours victorieux . Personne d'autre ne raisonne ainsi* ».

L'Iran ne serait-il pas dissuadé par la supériorité nucléaire ou conventionnelle U.S. ? Dans les discussions occidentales concernant la dissuasion de l'Iran à propos de l'utilisation de ses armes N.B.C. on entend fréquemment des assurances confiantes que l'Iran serait dissuadé par l'une des deux menaces U.S. : supériorité totale dans le domaine des forces conventionnelles ou une vengeance nucléaire. Alors que l'on pourrait espérer que l'Iran est vraiment dissuadé et le restera par la menace implicite d'une mise en action de ces capacités, il existe des facteurs qui travaillent contre une confiance indéfinie dans ces capacités.

Bien qu'il reconnaisse l'Irak comme une menace possible, l'Iran reste déterminé à assurer que le plus grand danger pour lui provient des E.U. et de la présence de leurs forces dans le Golfe. Des armes N.B.C. offrent à l'Iran un contrepoids de taille à la supériorité conventionnelle écrasante des E.U. De même les forces navales américaines dans le Golfe offrent des cibles lucratives pour les armes N.B.C. iraniennes. Pour la « Pasdaran » en particulier il ne pourrait y avoir meilleur symbole que ces forces qui démontrent les capacités de projection de l'armée américaine, et sont donc la cible rêvée pour afficher leur dédain pour les E.U. Si l'Iran estime qu'une attaque N.B.C. de sa part infligerait des dommages inacceptables pour les forces américaines, ce qui diminuerait leur capacité de dissuasion conventionnelle, il se sentirait de plus en plus enclin à faire ce pas .

En choisissant de se mesurer aux E.U., l'Iran pouvait espérer avoir l'avantage d'une « image exaltante » pour « exporter la Révolution ». Le combat contre les E.U. et la défaite de « l'arrogance mondiale » peuvent justifier en effet l'existence de la République Islamique Iranienne, lier ses dirigeants encore plus fort avec leur héritage religieux et les appuyer dans leur image de justiciers dans leur bon droit. Quand ils se seront confortés dans l'image de défenseurs de l'Islam, les dirigeants iraniens verront leur confrontation avec les E.U. comme une source de respect et de support de la part d'autres Etats islamiques et de groupes musulmans (spécialement chiites) en opposition avec leurs gouvernements.

L'Iran pourrait frapper les forces américaines afin de se soulager de pressions internes. En effet l'Iran est sévèrement affecté par des problèmes socio-économiques qui ont conduit récemment à des grèves et à des troubles. Et alors que ces problèmes sont issus d'une mauvaise gestion interne de la part des dirigeants iraniens, ces derniers n'hésitent jamais à attribuer ces problèmes aux américains et à leurs « actions hostiles » qui incluent l'embargo économique. Une inflation galopante, un développement économique plus lent que prévu et les besoins croissants d'une population jeune, sont les principales sources des pressions internes. L'exode des jeunes et des démunis vers les grandes cités augmentent les risques de mise à feu d'une frustration facilement inflammable. Dans ces conditions il serait alléchant de tenter à frapper des « ennemis extérieurs ».

Il est plus plausible que ce soit la G.R. plutôt que le pouvoir politico-religieux de Téhéran, qui irait à faire de tels calculs. De surcroît, la G.R. serait capable de prendre l'initiative de déclencher une action militaire sans même en référer au pouvoir politique ou religieux. Leur propre préservation ne serait pas un souci majeur ou une issue pour eux puisque probablement le commandement de la G.R. ne resterait pas à Téhéran quand une pareille décision serait mise en application.

En septembre 1997, le ministre des Affaires étrangères condamna à nouveau l'arme nucléaire : « ...*Les armes de destruction massive sont inhumaines et illégitimes* », et certes, Téhéran déclarera qu'il n'entendait pas se doter de cette catégorie d'armes. Mais ce sont là les propos que tiennent tous les Etats soupçonnés de vouloir devenir membres du « Club ».

CONCLUSION

Il est fort probable que l'Iran poursuit agressivement un programme N.B.C. et cherche à construire par tous les moyens des missiles balistiques ou autres vecteurs, et le dissuader de cette utilisation sera particulièrement difficile. La possibilité d'un échec de la dissuasion est très probable.

Les prévisions assurant que l'Iran, comme l'Occident, n'emploierait ses armes N.B.C. qu'en dernier recours pourraient dangereusement nous induire en erreur. Il y a peu de contraintes morales ou religieuses empêchant les chefs Iraniens d'utiliser ces armes.

L'Iran considère les Etats-Unis comme la menace la plus sérieuse pour ses intérêts, et les forces américaines présentes dans la région pourraient se transformer en cibles avantageuses pour des armes N.B.C. que l'Iran pourrait délivrer par des vecteurs traditionnels ou nouveaux, ce qui présente un défi aux défenses américaines.

D'autre part l'utilisation de ces armes pourrait être la seule façon avec laquelle l'Iran puisse défaire les forces américaines techniquement et numériquement supérieures.

« Les U.S.A. doivent s'appuyer sur une politique « d'inaccessibilité et de mise en danger » pour parvenir à la dissuasion. L'inaccessibilité demandera des défenses actives et passives robustes ainsi qu'une capacité de contrer toute action. La mise en danger demandera de développer la capacité de mettre en risque réel et de façon crédible les deux centres de gravité de l'Iran : Le corps de la Garde Révolutionnaire et les revenus du pétrole. », a conclu Paula De Sutter dans son article, publié au forum stratégique.

Alors qu'il semble inévitable que l'Iran parviennent à se doter d'armes nucléaires, il convient de s'interroger sur sa doctrine militaire, en particulier dans ce domaine. Pour ce faire, il faut examiner les motivations, la culture stratégique et le modèle de décision et de rationalité politiques propres à l'Iran.

L'Iran adopterait l'une des trois stratégies nucléaires dans la possibilité où les armes nucléaires seraient utilisées ; soit des outils de dissuasion

(conception traditionnelles de la guerre froide), soit des outils de contrainte et de prestige, soit le moyen de défendre l'idéologie religieuse islamique de l'Iran

Pourtant, mis à part l'intérêt évident, aux yeux de tous, qu'aurait eu l'Iran à forcer la porte du club des puissances nucléaires, il eut été fort difficile de prouver que ce pays est en train de réaliser un programme atomique conduisant à la possession de la « bombe ».

BIBLIOGRAPHIE

1. François Thual, **Géopolitique du Chiisme**, arléa, octobre 1995.
2. **La revue internationale et stratégique, l'Asie centrale : vers un nouveau « grand jeu »**, N°. 34, ETE 1999.
3. Henri Labrousse, **« Dissensions et querelles dans le Golfe », la guerre du Golfe**, revue trimestrielle de défense nationale, , 3^e et 4^e, 1991.
4. **Tendances, (Russie- Iran, entre coopération et rivalités) , N°. 19, du 2 au 8 avril 1997.**
5. **Jane's SENTINEL, security assessment, mai- octobre 1999.**
6. **Le « Monde », Samedi 30- Dimanche 31 octobre 1999 , page 5.**
7. **Gérard Chaliand, Jean Pierre Rageau, Atlas Stratégique, 1994.**
8. **Paula De Sutter, « Deterring Iranian N.B.C. Use »), Strategic Forum, National Defense University, N°.110 , April 1997 .**
9. **Mary A. Sommerville, « Discerning Iran's Nuclear Strategy », Essays on strategy, XIV , National Defense University Press ,Washington DC, 1997.**
10. **Le spectacle du monde, « Il était une fois la Révolution » , N°. 443, février 1999.**
11. **Géopolitique, Revue de l'Institut International de Géopolitique « l'Iran », N°. 64 , janvier 1999.**
12. **« Voyage d'étude en Iran », Rapport N°. 2 du groupe I.H.E.D.N. , du 7 au 18 mai 1999.**